

Rapport de présentation

sur le projet de décret modifiant le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service.

L'indemnité spécifique de service (ISS), instaurée par le décret n° 2003-799 modifié du 25 août 2003, est une des principales indemnités perçues par les personnels techniques des ministères de l'égalité des territoires et du logement et de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Cette indemnité est notamment calculée en référence à un coefficient lié au grade de l'agent.

Des ajustements de ces coefficients de grade sont nécessaires pour accompagner la fusion des corps de catégorie B de la filière technique, pour permettre la poursuite de la revalorisation des corps techniques dans le cadre plus global de convergence indemnitaire avec le ministère en charge de l'agriculture et, enfin, de poursuivre la reconnaissance de certaines responsabilités au sein de services techniques spécifiques (domaine public maritime, fluvial non navigué et portuaire non décentralisé).

Les évolutions proposées sont les suivantes :

Répartition des coefficients de grade

	décret actuel	demande 2011	évolution 2010/2011	demande 2012	évolution 2011/2012
ICTPE 1	62,0	63,0	+ 1	63,0	
ICTPE 2	55,0	56,0	+ 1	56,0	
IDTPE (6)	50,0	51,0	+ 1	51,0	
IDTPE	42,0	43,0	+ 1	43,0	
ITPE (7)	30,0	32,0	+ 2	33,0	+ 1
ITPE	25,0	27,0	+ 2	28,0	+ 1
CS	20,0	20,0		20,0	
TSC/TSP	16,0	17,0	+ 1	18,0	+ 1
TSE	11,5	12,5	+ 1	13,5	+ 1
CTRLD	16,0	17,0	+ 1	18,0	+ 1
CTRLP	16,0	16,0		16,0	
CTRL	7,5	9,0	+ 1,5	10,0	+ 1
Dessinateurs	7,5	8,0	+ 0,5	8,0	
ETST	7,5	8,0	+ 0,5	8,0	

Il est, par ailleurs, proposé une bonification de 2 points pour les contrôleurs des travaux publics du 1^{er} grade affectés dans les services chargés de la gestion et de l'entretien du domaine public maritime, fluvial (non navigué) et portuaire non décentralisé, ainsi que de l'exploitation et de la maintenance des ouvrages qui y sont situés.

Les éléments budgétaires liés à cette mesure sont les suivants :

Coût des mesures par corps en M€

	2011	2012
ITPE	2,7	1,1
TSE	1,8	2,4
CTRL	0,7	0,6
Dess/ETST	0,4	
CTRL PB (+2)	0,2	
	5,8	4,1

Il est précisé que la dépense 2011 n'a pas nécessité de modification du décret ; un dispositif en gestion a été mis en place (complément exceptionnel dans le respect du plafond réglementaire). C'est pourquoi, il est proposé de présenter une seule modification du décret n° 2003-799 incluant les évolutions des 2 années 2011 et 2012.